

Revue critique de droit international privé

DIRIGÉ PAR
Paul Lagarde

RÉDACTEUR EN CHEF
Bertrand Ancel

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL
Horatia Muir Watt

DALLOZ



Première Partie. — **Doctrines et Chroniques.**

- Roula EL-HUSSEINI. — *Le droit international privé français et la répudiation islamique*..... 462
 Horatia MUIR WATT. — *Vers l'inadoptabilité de l'enfant étranger de statut personnel prohibitif ? A propos de la circulaire du 16 février 1999 relative à l'adoption internationale*..... 469

Deuxième Partie. — **Jurisprudence.**

I. — NATIONALITÉ.

II. — CONDITION DES ÉTRANGERS.

Regroupement familial. — Mineur de dix-huit ans. — Requérante en France. — Père résidant à l'étranger. — Condition de déchéance de l'autorité parentale. — Interprétation. — Conseil d'Etat. — Avis du 21 octobre 1998, note Fabienne Jault, p. 493.

Maintien en rétention. — Article 35 quater, Ordonnance du 2 novembre 1945. — Passager clandestin. — Consignation à bord du navire. — Régularité. — Appréciation. — Incompétence du juge judiciaire. — Cour de cassation (1^{re} Ch. civ.), 19 novembre 1998, note Nicole Guimezanes, p. 500.

Entrée et séjour. — Titre de séjour. — Annulation de la décision de refus. — Exécution du jugement. — Délivrance de la carte de séjour. — Injonction à l'administration. — Conditions. — Conseil d'Etat. — Avis du 30 novembre 1998, note Nicole Guimezanes, p. 504.

III. — CONFLITS DE LOIS.

Mariage. — Mariage putatif. — Loi applicable. — Loi de la nullité. — Conséquences de la nullité. — 2) *Filiation*. — Filiation légitime. — Nullité du mariage. — Effets. — Loi applicable. — Application de la loi de la nullité. — 3) *Ordre public*. — Filiation légitime. — Mariage nul. — Loi étrangère refusant la légitimité. — Défaut de titre et de possession d'état. — Application de la loi étrangère. — Cour de cassation (1^{re} Ch. civ.), 16 juillet 1998, note Yves Lequette, p. 509.

Convention de Vienne du 11 avril 1980. — Application. — Conditions. — Groupe de contrats. — Action du sous-acquéreur contre le fabricant. — Nécessité d'un contrat de vente. — Cour de cassation (1^{re} Ch. civ.), 5 janvier 1999, note Vincent Heuzé, p. 519.

IV. — CONFLITS DE JURIDICTIONS.

Chose jugée. — Divorce. — Convention franco-marocaine du 10 août 1981. — Reconnaissance de la décision marocaine. — Refus. — Jugement français antérieur. — Appel. — Dispositions non attaquées par le recours. — Autorité de la chose jugée. — Irrecevabilité d'un nouvel appel. — Cour de cassation (1^{re} Ch. civ.), 24 novembre 1998, note Gilles Cuniberti, p. 527.

Clause attributive de juridiction. — Transmission. — Connaissance. — Effet à l'égard du destinataire. — Nécessité d'une acceptation spéciale. — 2) *Clause compromissoire*. — Arbitrage international. — Validité. — Volonté des contractants. — Transmission. — Cession de créance. — Effet à l'égard du cessionnaire. — Cour de cassation (Ch. com.), 8 décembre 1998 et Cour de cassation (1^{re} Ch. civ.), 5 janvier 1999, note Etienne Pataut, p. 536.

Arbitrage international. — Clause compromissoire. — Validité. — Principe. — Condition de commercialité (non). — Article 2061 C. civ. — Compétence de l'arbitre pour statuer sur sa propre compétence. — Principe. — Action en nullité de la clause compromissoire. — Jurisdiction étatique saisie à titre principal. — Incompétence. — Cour de cassation (1^{re} Ch. civ.), 5 janvier 1999, note Dominique Bureau, p. 546.

V. — COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES.

Convention de Bruxelles du 27 septembre 1968. — Article 17. — Clause attributive de juridiction. — Forme. — Usages du commerce international. — Cour de justice des Communautés européennes, 16 mars 1999, note Hélène Gaudemet-Tallon, p. 559.

Troisième Partie. — Documentation.

I. — Traités nouveaux de la France (relevé des textes publiés au *Journal officiel*).

Textes reproduits :

Union européenne. — *Traité d'Amsterdam.* — Décret du 28 mai 1999, p. 581.

II. — Lois, décrets et actes officiels français (relevé des textes publiés au *Journal officiel*).

Textes reproduits :

Adoption. — Circulaire du 16 février 1993, p. 586. — *Etrangers.* — *Entrée et séjour.* — *Carte de séjour.* — Décret du 5 mai 1999, p. 605.

III. — Communautés européennes.

IV. — Informations diverses.

Nationalité. — *Français établis hors de France.* — *Actes de naissance.* — *Mention en marge.* — Réponse du ministre, p. 614. — *Nationalité française.* — *Alsace-Moselle.* — *Réintégration.* — *Certificat.* — Réponse du ministre, p. 615. — *Algériens.* — *Parents d'enfants français.* — *Droit au séjour.* — *Accord franco-algérien.* — Réponse du ministre, p. 616. — *Grèce.* — *Droit international privé.* — *Adoption.* — *Protection des mineurs.* — Loi du 30 décembre 1996, p. 617. — Observations, par Charalambos Pamboukis, p. 618.

Quatrième Partie. — Bibliographie.

I. — **Livres.** Artuch Iriberry (Elena), *El convenio arbitral en el arbitraje comercial internacional* (Bertrand Ancel), p. 621. — Ivaldi (Paola), *Inquinamento marino e regole internazionale di responsabilità* — Manzini (Pietro), *I costi ambientali nel diritto internazionale.* — Zilioli (Chiara), *Il risarcimento del danno derivante da incidenti industriali transnazionali* (Tito Ballarino), p. 623. — *Münchener Kommentar zum Bürgerlichen Gesetzbuch, Band 10, Einführungsgesetz zum Bürgerlichen Gesetzbuche (Art. 1-38)* Internationales Privatrecht (Paul Lagarde), p. 626. — Pataut (Etienne), *Principe de souveraineté et conflit de juridictions (étude de droit international privé)* (Horatia Muir Watt), p. 632. — Rodière (Pierre), *Droit social de l'Union européenne* (Laurence Idot), p. 637. — Voit (Betina), *"Heilung durch Statutenwechsel" im internationalen Eheschliessungsrecht* (Elise Ralser), p. 639.

II. — Revues.

400282



61060